

Journalistes français interpellés au Togo
**Pourquoi le passé vénézuélien de Perez-
Pezzani mérite d'être regardé de près** P.6



Parlement confédéral de l'AES
Le Togo affirme sa proximité P.2
avec les États du Sahel à Niamey

N° 979 du 26 août 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

Pénurie de sang
BOA-TOGO ouvre ses portes
pour sauver des vies P.5



Diplomatie **Faure**
P.3

**Gnassingbé,
médiateur
au cœur
des crises**



Chers usagers de la route, merci de prévoir
exactement le montant équivalent à votre
redevance afin de faciliter le passage au péage.

Route Nationale N°1 (Agbo Dacome) | Lomé-Togo BP 6644 | Tél: (+228) 22 51 88 55 | @mncwefr19

Parlement confédéral de l'AES

LE TOGO AFFIRME SA PROXIMITÉ AVEC LES ÉTATS DU SAHEL À NIAMEY

Une nouvelle page s'est ouverte dans l'histoire institutionnelle de l'Alliance des États du Sahel (AES). Le lundi 24 août 2026, le Centre international de conférences Mahatma Gandhi de Niamey

Au-delà des infrastructures, cette liaison contribue au commerce, à la circulation des biens et au rapprochement des populations. « Le Togo n'est pas membre de votre Confédération ; il

Président de l'Assemblée nationale, une réponse coordonnée pourrait contribuer à renforcer la résilience des États et à offrir de nouvelles perspectives à la jeunesse africaine.

veaux députés à faire de l'intérêt supérieur des peuples leur principale boussole et à faire du Parlement confédéral un véritable outil au service des populations. Avec cette première session,

La présence du Togo à cette cérémonie fondatrice traduit, au-delà des appartenances institutionnelles, la volonté de Lomé de maintenir des relations étroites avec ses voisins sahéliens. À Niamey, le



a accueilli la session inaugurale du Parlement confédéral de l'AES, sous la devise « Un espace, un peuple, un destin ». Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont ainsi franchi une étape majeure dans la construction de leur Confédération, avec l'installation solennelle des 45 députés issus des trois Assemblées nationales.

Invité d'honneur de cette cérémonie historique, le Président de l'Assemblée nationale du Togo, Professeur Komi Selom Klassou, a pris part aux travaux à la tête d'une délégation de parlementaires. À cette occasion, il a transmis les salutations fraternelles du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, aux dirigeants et aux peuples des trois États de l'AES.

Dans son intervention, le Président de l'Assemblée nationale togolaise a salué la naissance de cette nouvelle institution, estimant que la mise en place d'un espace commun de délibération, de représentation et de contrôle des politiques publiques constitue une avancée importante. Tout en rappelant que le Togo n'est pas membre de la Confédération, Komi Selom Klassou a souligné les liens historiques, culturels, linguistiques et économiques qui unissent le pays aux trois États du Sahel.

Il a notamment mis en avant le corridor reliant le Port autonome de Lomé à Ouagadougou et Niamey, qu'il a présenté comme une véritable artère des échanges entre le Togo et les pays de l'AES.

n'en demeure pas moins un voisin de toujours et un partenaire constant », a rappelé le Président de l'Assemblée nationale, réaffirmant la volonté de Lomé de poursuivre la coopération parlementaire avec les institutions de l'AES, dans le strict respect des choix souverains de chaque État.

La question sécuritaire a également occupé une place importante dans son discours. Face à la persistance de la menace terroriste dans plusieurs pays ouest-africains, dont le Togo, Komi Selom Klassou a appelé à davantage de solidarité et de coopération entre les institutions parlementaires. Selon lui, la lutte contre le terrorisme ne peut être efficacement menée par des initiatives isolées.

Il a ainsi plaidé pour une coopération interparlementaire renforcée, notamment à travers l'harmonisation des lé-

**SESSION INAUGURALE**

La cérémonie de Niamey a également été marquée par le message du Président du Faso, Ibrahim Traoré, porté à

le Burkina Faso, le Mali et le Niger donnent ainsi une dimension parlementaire à leur projet confédéral, engagé

message porté par le Professeur Komi Selom Klassou se veut clair : le Togo entend rester un partenaire disponi-



gisations de lutte contre les groupes armés criminels et la mise en œuvre de campagnes conjointes de sensibilisation des populations vivant dans les zones frontalières. Pour le

la tribune par Ousmane Bougouma, Président de l'Assemblée législative de Transition du Burkina Faso et Président des sessions confédérales de l'AES. Il a appelé les nou-

avec la création de l'Alliance des États du Sahel le 16 septembre 2023, puis renforcé par la transformation de l'Alliance en Confédération le 6 juillet 2024 à Bamako.

ble pour le dialogue, la coopération et la recherche de solutions communes aux défis qui touchent l'espace ouest-africain.

LM

Diplomatie

FAURE GNASSINGBÉ, MÉDIATEUR AU CŒUR DES CRISES

Dans une Afrique confrontée à une succession de crises politiques, sécuritaires et diplomatiques, le Togo cherche à se distinguer par une diplomatie fondée sur le dialogue, la proximité et la médiation. Sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Lomé s'emploie à maintenir ouverts les canaux de communication entre des acteurs parfois profondément opposés. Une orientation qui vient une nouvelle fois d'être illustrée par la libération, le 20 août 2026, de deux ressortissants étrangers détenus au Mali. Les deux hommes, présentés comme liés au groupe Wagner, avaient été capturés par le Front de libération de l'Azawad (FLA) lors des combats de Tinzwaten, dans le nord du Mali, en juillet 2024. Leur libération aurait été facilitée par l'entremise du Président du Conseil togolais. Au-delà du sort de ces deux ressortissants, cet épisode met en lumière la capacité de la diplomatie togolaise à conserver des contacts avec différents protagonistes des crises sahéliennes et à privi-



légier la négociation lorsqu'elle peut contribuer à sauver des vies. Cette démarche n'est pas nouvelle. Le Togo avait déjà joué un rôle important dans la libération de militaires ivoiriens détenus au Mali. Cette implication avait contribué à maintenir un canal de dialogue entre les parties, dans un contexte marqué par de fortes tensions entre Bamako et Abidjan. Le rôle joué par Faure

Gnassingbé dans ce dossier illustre une constante de sa diplomatie : utiliser le dialogue et la proximité avec les différents acteurs pour faciliter le règlement de situations sensibles et contribuer à la désescalade. De la crise malienne aux dossiers nigérien, guinéen, tchadien et burkinabè, la diplomatie togolaise s'est progressivement positionnée comme une diplomatie de facilitation. Au Niger, après

le changement politique de juillet 2023, le Togo avait été sollicité pour contribuer au maintien du dialogue entre les nouvelles autorités de Niamey et leurs partenaires régionaux et internationaux. En Guinée, Lomé avait également participé aux efforts régionaux visant à accompagner la transition politique après le coup d'État de 2021.

Cette politique de médiation s'étend désormais au-delà de l'Afrique de l'Ouest. En avril 2025, l'Union africaine a désigné Faure Gnassingbé comme facilitateur dans le processus de médiation entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, sur fond de crise sécuritaire dans l'est de la RDC. Depuis cette désignation, le Président du Conseil togolais a multiplié les consultations avec les principaux acteurs concernés, notamment la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, afin de favoriser la désescalade et la reprise du dialogue.

Dans ce dossier particulièrement complexe, marqué par les affrontements dans l'est de la RDC et les tensions persistantes entre Kinshasa et Kigali, Faure Gnassingbé s'est vu confier une mission qui dépasse les seuls cadres de la diplomatie bilatérale. Son rôle consiste à rapprocher les positions, à encourager la confiance entre les parties et à créer les conditions nécessaires à une solution politique durable. Cette implication renforce la place du Togo dans les efforts africains de règlement des conflits.

À travers ces différentes initiatives, une même philosophie se dégage : privilégier la négociation à la confrontation et préserver les passerelles même lorsque les relations officielles sont tendues. Cette diplomatie de proximité repose sur la patience, la discrétion et la capacité à écouter des interlocuteurs aux positions parfois irréconciliables. Elle vise moins à se substituer aux protagonistes qu'à créer les conditions leur permettant de continuer à se parler.

La libération de prisonniers et de ressortissants étran-

gers constitue, dans cette perspective, l'une des dimensions les plus concrètes de cette politique. Elle rejoint une priorité plus large : prévenir l'escalade et préserver les vies humaines. La médiation devient alors un instrument de paix, capable de contribuer à la libération de détenus, à la reprise du dialogue ou à la réduction des tensions entre États.

Pour Lomé, cette orientation répond également à une réalité géopolitique : la sécurité du Togo est étroitement liée à celle de son environnement régional. Les crises au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la progression des groupes armés et les tensions entre États ont des répercussions qui dépassent largement les frontières sahéliennes. Le Togo défend ainsi une conception de la sécurité qui associe aux réponses militaires le dialogue politique, la prévention des conflits, la coopération entre États et le développement. De Bamako à Niamey, de Ouagadougou à Conakry, de N'Djamena à Kinshasa et Kigali, l'action diplomatique portée par Faure Gnassingbé s'inscrit donc dans une même logique : maintenir les passerelles, rapprocher les positions et rechercher des solutions pacifiques aux crises. Après la libération des militaires ivoiriens au Mali, la récente libération de deux ressortissants étrangers constitue une nouvelle illustration de cette stratégie.

Dans un continent marqué par les fractures politiques, les tensions sécuritaires et les rivalités géopolitiques, cette capacité à maintenir le dialogue apparaît comme un véritable instrument de paix. Pour le Togo, la diplomatie ne se limite plus à la défense des intérêts nationaux : elle entend également contribuer au rapprochement des acteurs, à la prévention des conflits et à la recherche de solutions africaines aux crises africaines. La mission confiée à Faure Gnassingbé dans le rapprochement entre la RDC et le Rwanda vient ainsi donner une dimension continentale à cette diplomatie de médiation.

LM

Concours du ministère de l'Environnement

LE CHOIX DU MÉRITE PORTÉ PAR FAURE GNASSINGBÉ

Le ministère de la Fonction publique poursuit la mise en œuvre de la nouvelle orientation voulue par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en matière de recrutement dans l'administration publique. Les résultats du concours du ministère de l'Environnement viennent ainsi d'être publiés selon un principe désormais clairement affirmé : le classement des candidats par ordre de mérite. Au-delà d'une simple procédure administrative, cette approche traduit une volonté de faire du mérite, de la compétence et de l'effort les principaux critères d'accès à la Fonction publique. Elle vise à renforcer la transparence du recrutement et à garantir davantage d'égalité des chances entre les candidats, dans l'ambition de bâtir une administration plus professionnelle, performante et capable de répondre aux exigences d'un environnement national et international en constante évolution.

Ce concours constitue le troisième exercice organisé selon cette nouvelle logique depuis la

décision présidentielle et le rattachement du ministère de la Fonction publique à la Présidence du Conseil. Cet ancrage institutionnel illustre la place accordée à la réforme de l'administration dans la gouvernance actuelle, avec l'objectif de faire de la performance et de la compétence des leviers essentiels du service public.

Parallèlement à cette exigence de mérite dans les recrutements, plusieurs réformes sont engagées dans les écoles et différents cycles de formation donnant accès à la Fonction publique. Ces transformations participent à la construction progressive d'une administration davantage tournée vers la compétence, la performance et la qualité du service rendu aux citoyens.

La liste des candidats déclarés admis au concours du ministère de l'Environnement, établie suivant l'ordre de mérite, est désormais disponible, conformément au communiqué officiel signé par le Dr Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil.

Togo -fonction publique

LE PARI DE FAURE GNASSINGBÉ POUR UNE ADMINISTRATION PLUS PERFORMANTE

L'administration publique togolaise poursuit sa transformation sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, premier artisan de cette réforme en profondeur de l'appareil administratif de l'État. Après plusieurs vagues de mesures d'assainissement, la nouvelle série de décisions prises au sein de la Fonction publique confirme que la rigueur administrative n'est plus une action ponctuelle, mais une dynamique appelée à s'inscrire dans la durée. Parmi les mesures récemment opérées figurent plusieurs licenciements. Ceux-ci interviennent dans le respect des dispositions réglementaires et de la procédure administrative prévue par le Statut général de la Fonction publique. Les procédures, conduites de manière contra-

dictoire, ont également préservé les voies de recours ouvertes aux agents concernés. Une démarche qui traduit la volonté des autorités de concilier fermeté dans la gestion des ressources humaines et respect des droits des agents publics.

Cette politique s'inscrit dans un repositionnement institutionnel majeur. Avec le rattachement du ministère de la Fonction publique à la Présidence du Conseil, la réforme administrative se retrouve désormais au cœur de l'action gouvernementale. Placée sous l'autorité directe du Président du Conseil, elle traduit une volonté politique claire : faire de l'exemplarité, de la discipline et de la performance des exigences centrales du service public. Au fil des différentes étapes, plusieurs chantiers conver-

gent vers le même objectif : assainir durablement l'administration togolaise. Le contrôle des effectifs, le renforcement du suivi des carrières, la lutte contre les fraudes documentaires ainsi que la consécration du mérite comme principe d'accès à la Fonction publique participent de cette transformation. L'objectif affiché est de bâtir une administration plus rigoureuse, plus responsable et davantage orientée vers les résultats et la qualité du service rendu aux citoyens.

La fermeté affichée par les autorités ne se résume donc pas à la sanction des manquements. Elle renvoie à une conception plus large de la gouvernance publique, fondée sur l'autorité de l'État, l'intégrité, la probité et la valorisation du travail bien fait. Pour Faure Essozimna Gnassingbé, l'enjeu est également de disposer d'une administration capable d'accompagner les ambitions économiques et sociales du pays et de répondre avec efficacité aux exigences d'un environnement régional et international en constante évolution. Les différentes vagues de réforme montrent ainsi que le cap est désormais clairement fixé. En faisant de la modernisation administrative un



axe central de la gouvernance, le Président du Conseil entend inscrire dans la durée une nouvelle culture du service public, fondée sur le mérite, la responsabilité et la performance. La transformation de l'administration togolaise apparaît dès lors comme l'un des marqueurs durables de cette nouvelle étape de la gouvernance du pays.

LM

Éducation

LE TOGO MISE SUR L'IA ET LE NUMÉRIQUE POUR PRÉPARER LES TALENTS DE DEMAIN

Le Togo accélère sa transformation numérique dans le secteur de l'éducation. Le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, a lancé lundi der-

rière, mais à intégrer progressivement ces technologies dans les pratiques pédagogiques et dans les parcours de formation. Une fois leur formation ache-

vé, les Fabmanagers auront pour mission de transmettre leurs compétences à différents niveaux du système

éducatif. Ils interviendront notamment auprès des collégiens et des lycéens, mais également auprès des étudiants des écoles polytechniques, d'ingénieurs et dimension nationale et dépasse le seul cadre de l'enseignement secondaire. Son déploiement est annoncé sur l'ensemble du territoire dès la prochaine rentrée scolaire, avec l'ambition d'accompagner également la transformation numérique de l'enseignement supérieur. Cette orientation traduit une évolution dans la conception même de l'éducation. Le numérique, les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle ne sont plus considérés comme de simples disciplines complémentaires, mais comme des outils transversaux susceptibles d'améliorer les apprentissages, de stimuler la créativité et de rapprocher davantage l'école des réalités du monde professionnel. Pour le gouvernement, l'enjeu est aussi celui de l'antici-

formation des jeunes apparaît comme un levier déterminant pour renforcer leur employabilité et leur capacité à s'adapter aux mutations de l'économie. La formation des Fabmanagers constitue donc un investissement stratégique dans le capital humain. En les positionnant comme des passeurs de compétences au sein des établissements scolaires et universitaires, le Togo entend créer un effet multiplicateur et favoriser une appropriation plus large des technologies émergentes. À travers cette nouvelle étape, le système éducatif togolais cherche ainsi à préparer une génération mieux armée face aux défis technologiques de demain, avec l'ambition de faire de l'école non seulement un lieu d'apprentissage, mais aussi un



nier une nouvelle phase de cette dynamique avec le démarrage d'une formation destinée à une centaine de Fabmanagers, appelés à devenir des relais essentiels dans la diffusion des compétences liées au numérique, aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle. À travers cette initiative, le gouvernement entend faire des outils technologiques de véritables leviers de modernisation de l'enseignement. L'objectif ne consiste plus seulement à familiariser les apprenants avec le numé-



rique, les Fabmanagers auront pour mission de transmettre leurs compétences à différents niveaux du système

d'architecture ainsi que dans les facultés des sciences et technologies. Le dispositif prend ainsi une

pation. Face à l'évolution rapide des métiers et aux besoins croissants en compétences technologiques, la

espace d'innovation et de préparation aux métiers du futur.

La rédaction

Le Messenger

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 24 AU 30 AOUT 2026

Pénurie de sang
BOA-TOGO OUVRE SES PORTES
POUR SAUVER DES VIES

Face à la pénurie persistante de produits sanguins, la mobilisation s'intensifie au Togo. Le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) mène, du 17 au 31 août 2026, une campagne spéciale de collecte dans plusieurs villes du pays afin de reconstituer des réserves devenues critiques. Dans cette dynamique, BANK OF AFRICA – TOGO apporte son soutien à l'initiative en ouvrant les portes de son siège à Lomé pour une opération spéciale de don de sang prévue le vendredi 28 août. De 9 heures à 13 heures, les donateurs seront accueillis au siège de la banque, situé boulevard de la République, en face de la Plage à Lomé. Une équipe de professionnels de santé du CNTS sera mobilisée sur place avec le matériel nécessaire pour assurer la collecte dans de bonnes conditions. Cette initiative intervient dans un contexte particulièrement préoccupant. Le sang demeure une ressource vitale et irremplaçable pour de nombreux patients, notamment les enfants, les femmes enceintes, les personnes sous dialyse, les malades drépanocytaires, les accidentés et les patients nécessitant une intervention chirurgicale. La faiblesse des stocks peut ainsi compromettre la prise en charge de patients dont la survie dépend parfois d'une transfusion disponible au bon moment. Le CNTS souligne notamment l'impact des grandes vacances sur les réserves de sang, cette période étant traditionnellement marquée par une baisse des dons. Le déficit enregistré ces dernières années illustre l'ampleur du défi : près de 16 000 produits sanguins n'avaient pas été couverts en 2024. Pour BOA-TOGO, cette opération constitue donc bien plus qu'une action de responsabilité sociale. Elle s'inscrit dans une démarche de solidarité



face à une urgence de santé publique. « Face à la situation préoccupante des stocks de sang, chaque don compte aujourd'hui plus que jamais », a indiqué la banque dans un message publié sur ses réseaux sociaux, appelant ses clients et l'ensemble de la population à participer massivement à l'opération. L'établissement rappelle qu'un seul don peut contribuer à sauver la vie d'un accidenté, d'une femme en couches, d'un enfant ou de tout autre patient nécessitant une transfusion. L'appel vise ainsi à transformer la mobilisation citoyenne en un geste concret susceptible de faire la différence dans les établissements de santé. L'opération est ouverte aux personnes en bonne santé âgées de 18 à 60 ans et pesant au moins 50 kilogrammes. Les personnes souhaitant participer ou obtenir davantage d'informations peuvent contacter le 93 63 88 26. À travers cette mobilisation aux côtés du CNTS, BOA-TOGO entend contribuer à réduire le déficit en produits sanguins et à renforcer les réserves nécessaires à la prise en charge des patients. Dans un contexte où chaque poche de sang peut faire la différence, le message est simple : donner son sang, c'est donner une chance de vivre. La rédaction

PHARMACIE STE RITA ☎96 80 09 70 Route avée, Doulas-samé - Face Hôtel SANA	Atlantique	PHARMACIE ZILIDJI ☎92 61 66 08 Derrière le marche d'agoè zongo
PHARMACIE ETOILES☎22 21 88 47 10 Av. Nouvelle Marche	PHARMACIE DES ECOLES ☎22 51 75 75 Face Lycée Techni ue Adido omé et rès du CEG, Route de Kpalimé	PHARMACIE REGINA PACIS ☎70 45 98 58 ADETIKOPE, Rte National NO I près du bar sous l'Antenne
PHARMACIE AMESSIAME-BE ☎96 32 97 60 Marché de Bè	PHARMACIE EL-NISSI☎99 73 39 32 Rte Lomé-Kpalimé, carrefour Apédokoè-Gbomamé à 200 m de la station total d'Apédokoè	PHARMACIE KOBOYO☎93 70 48 12 DAVIE, rte de la Nationale No 1 avant le péage de Davié en face de la Station Sanol
PHARMACIE OCAM ☎22 21 62 05 Rue de l'ENTENTE	PHARMACIE HOSANNA ☎97 77 69 59 Carrefour Sagbado-Sémékonawo, en face de la station service SANOL	PHARMACIE ESPACE VIE ☎99 85 89 07 AGOE Logopé non loin de lace de Loisir BKS 2
PHARMACIE PORT ☎22 27 61 88 Face Hôtel Sarakawa	PHARMACIE MAGNIFICAT ☎70 44 51 59 Adidogomé okoè Agblégan, rue de la pampa à 100m du alais royal de Yokèè	PHARMACIE AUREOLE ☎70 70 98 98 Agoè Trokpossimé au carrefour cam GP à 50m de l'EPP du cam GP
PHARMACIE ADJOLOLO ☎70 49 95 00 1319, Rue de la Charité roche du CMS de N ekonakpoe	PHARMACIE GREENRX ☎92 96 19 19 Ségbé dans l'immeuble Mabiz Plaza Non loin du Rond oint Douane	PHARMACIE EMMAÛS ☎70 40 25 40 Sur la route de Mission Tové à côté du bar Solidarité
PHARMACIE AGBEGNIGAN ☎70 20 00 00 Tokoin Ramco - Gbadago, Av. de la Libération, près du PRET A MANGER	PHARMACIE MATHILDA ☎93 02 52 12 Route PATASSE - Lomégan - ODEF	PHARMACIE ZOSSIME ☎22 55 43 52 AGOE - Zossimé,près du marché
PHARMACIE BON SECOURS ☎70 45 76 74 Rue du Grand Colège du Plateau - Cassablanca	PHARMACIE EL-SHADAI ☎22 51 44 25 Face Ecole Théologie ESTAO	PHARMACIE SAINT SYLVESTRE ☎93 51 51 98 Zanguéra,Quartier San amé, non loin du rond- point Sangamé
PHARMACIE BAH ☎22 26 03 20 Bd Zio, Face EPP Hédzranawé	PHARMACIE ENOULI ☎22 55 86 46 Derrière la are routière d'Agbalepedogan 05 BP 633	PHARMACIE ST PHILIPPE ☎90 67 33 24 SANGUERA, Rte Lomé -Kpalimé rès de la Station service OANDO
PHARMACIE CITRUS ☎70 44 59 24 Attiégou Carrefour DVA, Grand Contournement	PHARMACIE LE GALIEN ☎2251 71 71 Rue Pavée d'Adidoa-din	PHARMACIE EVA ☎92 16 32 32 SANGUERA, Klikamé, Non loin du T-OIL
PHARMACIE ISIS ☎70 44 83 87 Avenue Jean Paul II rès des rails NUKAFU Gakpoto	PHARMACIE DES ROSES ☎70 42 37 72 AGOE - Vakpos-sito,p rès de l'entreprise de l'Union	PHARMACIE A DIEU LA GLOIRE ☎93 26 36 00 Marché de Légbas-sito, à côté de la Poste, sur legrand contournement
PHARMACIE YEM-BLA ☎22 26 76 51 258, Av. Akéï face à la Résidence	PHARMACIE BETANIA ☎96 80 10 11 Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah	PHARMACIE MAWUNYO ☎70 42 34 64 AGOE-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO
PHARMACIE FRATERNITE ☎22 26 81 55 Hédzranawé rès de la Clinique St Joseph	PHARMACIE VOLONTAS DEI ☎70 42 23 60 Avé&i, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City	PHARMACIE BAGUIDA ☎704247 7 Face CMS de Baguida
PHARMACIE APOTHEKA ☎22 61 57 75 Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué	PHARMACIE EL-SHAMMAH ☎70 43 25 85 Sise à Amadahomé à côté de la Maison des Jeunes 04BP: 1004	PHARMACIE LA FLAMME D'AMOUR ☎70 45 70 14 Qt. Bobole ko e / Kpogan Non Loin du cimetière Zo be&Eimonou de Kpogan
PHARMACIE O GRAIN D'OR ☎71 90 11 66 Aha&i - Kpota, Rue Carrefour Zorrobar, Grand Contournement, Lomé	PHARMACIE NOTRE DAME DE LOURDES ☎70 44 01 01 Carrefour Maison Blanche en allant à "Deux Lions" en face de STAM	PHARMACIE SIKA ☎92 62 06 51 DJAGBLE, Hiheatro à 200m du complexe scolaire la Perseverance rte Akakope-Gbamakope
PHARMACIE SEPOPO ☎70 34 65 65 ADAKPAME grand contournement, rond point Sawleto non loin de la station Somayaf	PHARMACIE LA GRACE ☎22 25 91 65 Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè	PHARMACIE AJP-ABOLAVE ☎90 41 34 02 Djablé,sur la route d'abolavé, non loin de l'Institut Scolaire le Souverain
PHARMACIE 2000 ☎96 37 94 25 BE KPOTA rès du Marché Dzifa	PHARMACIE LE ROCHER ☎92 30 06 56 Agoè zongo, sur la route national NO I, près du terrain de jeu de golf	

Pour
vos
annonces et
publicités,
contactez-nous
au
90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Journalistes français interpellés au Togo

POURQUOI LE PASSÉ VÉNÉZUÉLIEN DE PEREZ-PEZZANI MÉRITE D'ÊTRE REGARDÉ DE PRÈS

L'interpellation au Togo de deux professionnels français de l'audiovisuel, Gaël Mocaër et Sébastien Perez-Pezzani, continue de susciter des interrogations. Dans ce contexte, le parcours de Perez-Pezzani au Venezuela en 2017 mérite d'être rappelé, non pour préjuger de la procédure togolaise, mais pour comprendre pourquoi les autorités peuvent se montrer particulièrement vigilantes face à certaines pratiques de reportage.

Le 11 avril 2017, Sébastien Perez-Pezzani et le photographe Didier Barral avaient été arrêtés à l'aéroport international Simón Bolívar de Caracas alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le Venezuela.

Les deux hommes, qui venaient de réaliser un reportage, avaient été accusés de trafic de cocaïne après la découverte de drogue dans leurs bagages. Perez-Pezzani a toujours contesté cette accusation, affirmant que la cocaïne avait été placée à son insu pour l'empêcher de repartir avec ses images. Il avait été détenu une dizaine de jours avant sa libération le 20 avril 2017.

Mais un élément de son propre récit interpelle particulièrement. Dans des interviews ultérieures, le documentariste a expliqué qu'il était entré au Venezuela comme touriste alors qu'il souhaitait y réaliser un reportage, faute d'accréditation journalistique. Il a également raconté

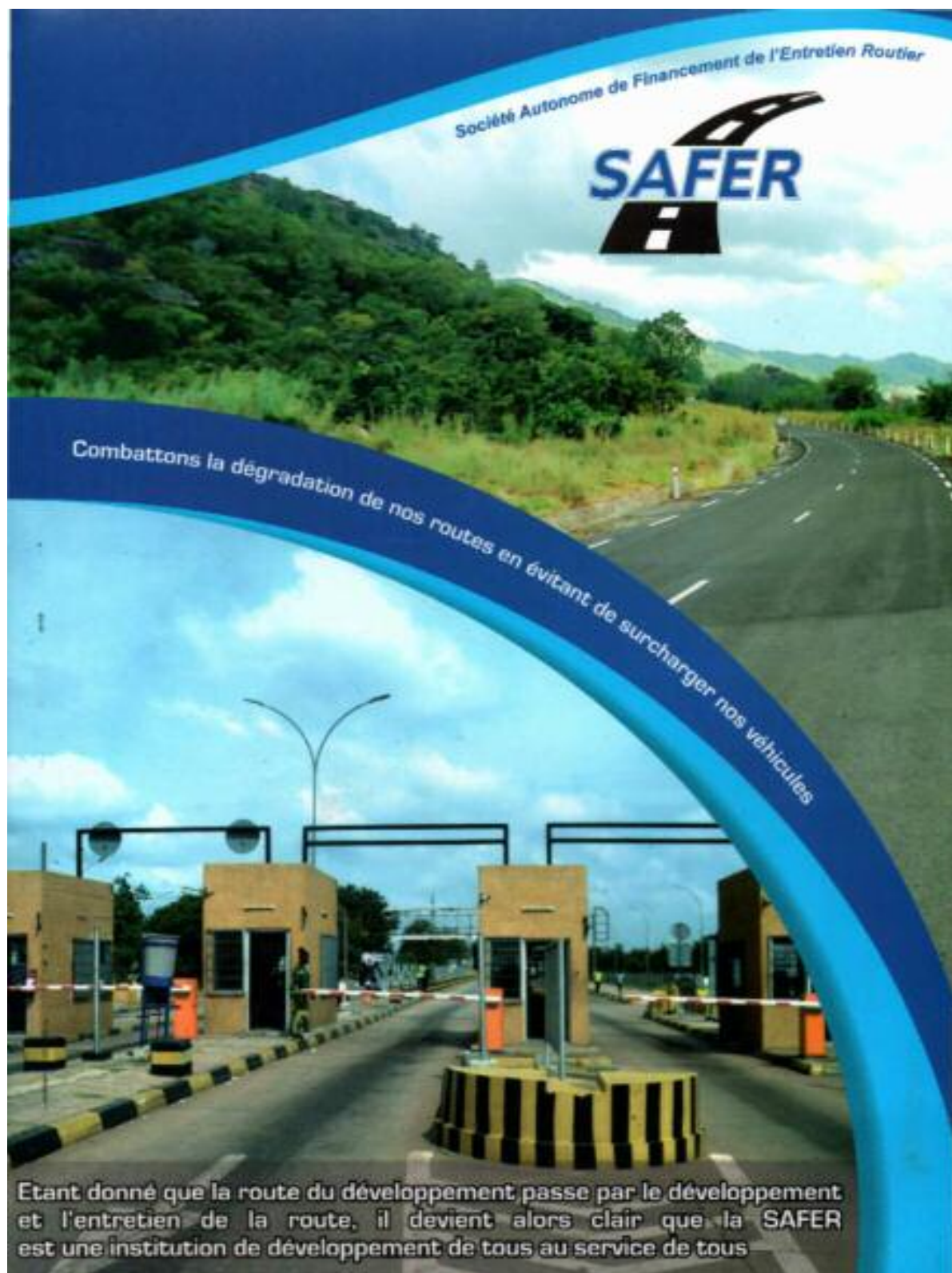
avoir travaillé discrètement avec du matériel réduit afin d'échapper à la surveillance des autorités. Ces déclarations, rapportées notamment par l'auteur de la publication versée au débat, Dambé Kombaté, constituent un élément de contexte important. Le parallèle avec l'affaire togolaise doit toutefois être manié avec prudence. Il ne permet évidemment pas d'affirmer que Perez-Pezzani aurait utilisé les mêmes méthodes au Togo. En revanche, il peut expliquer pourquoi les autorités togolaises ont pu vouloir vérifier minutieusement la nature de la mission menée par les deux Français, leurs autorisations, leurs déplacements et les équipements utilisés.

D'autant que l'équipe a été interpellée alors qu'elle effectuait des prises de vues dans le nord du pays, notamment dans des zones particulièrement sensibles sur le plan sécuritaire. Les autorités togolaises ont évoqué des activités qui ne correspondraient pas entièrement au périmètre des autorisations délivrées, ainsi que l'utilisation d'un drone. La HARC a par ailleurs indiqué n'avoir reçu aucune demande d'accréditation concernant les deux professionnels français. Dans un pays confronté depuis plusieurs années à la menace jihadiste dans sa partie septentrionale, la collecte d'images dans des zones sensibles peut donc légitimement faire l'objet de contrôles renforcés. La vigilance des services de sécurité ne saurait, à elle seule, être assimilée à une volonté d'entraver le travail journalistique.

Le précédent vénézuélien ne constitue pas une preuve

contre Perez-Pezzani dans l'affaire togolaise. Il pose néanmoins une question légitime : si ses propres déclarations sur ses méthodes de reportage au Venezuela sont exactes, les autorités togolaises avaient-elles raison de vouloir vérifier avec une attention particulière la nature réelle de sa mission ?

La réponse appartient désormais à la justice. Elle devra déterminer si les faits reprochés sont établis et si les autorisations détenues couvraient effectivement les activités menées sur le terrain. Mais une chose est certaine : dans un contexte sécuritaire aussi sensible, la prudence des autorités togolaises peut difficilement être considérée comme injustifiée. Et si le récit de Perez-Pezzani sur ses pratiques au Venezuela est exact, il fournit un élément supplémentaire permettant de comprendre la vigilance affichée par les autorités togolaises.



Carburant

LA PRESSION MONTE EN AFRIQUE DE L'OUEST, LE TOGO FACE À UN CHOIX DÉLICAT

La hausse des prix des produits pétroliers n'est plus une succession de décisions isolées en Afrique de l'Ouest. Elle traduit désormais une tendance régionale alimentée par plusieurs facteurs : remontée des cours internationaux des hydrocarbures, appréciation du dollar, renchérissement des coûts logistiques et, surtout, difficulté croissante pour les États de continuer à supporter seuls le poids des subventions.

Du Sénégal au Mali, en passant par la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, les prix à la pompe connaissent de nouveaux réajustements. Derrière ces décisions se dessine une équation devenue particulièrement difficile pour les gouvernements : préserver le pouvoir d'achat des populations tout en évitant que les mécanismes de soutien aux prix ne fragilisent davantage les finances publiques.

Au Sénégal, la situation est particulièrement révélatrice. Depuis le 15 août 2026, le litre de supercarburant est passé de 920 à 990 FCFA, tandis que le gasoil est désormais vendu à 755 FCFA, contre 680 FCFA auparavant. Les autorités sénégalaises expliquent cette évolution par la forte progression des cours internatio-

naux, mais aussi par le poids devenu difficilement soutenable des subventions. Celles-ci auraient déjà dépassé 245 milliards de FCFA et pourraient atteindre 1 069 milliards de FCFA en 2026, contre environ 250 milliards initialement prévus au budget.

La même dynamique touche plusieurs autres économies de la sous-région. Au Burkina Faso, le prix du gasoil est passé de 675 à 750 FCFA après quatre années de stabilité. Le gouvernement met notamment en avant la flambée des cours internationaux, l'augmentation des coûts de transport, l'appréciation du dollar face au franc CFA et le poids croissant des subventions. Pour le seul gasoil, les moins-values supportées par l'État auraient atteint près de 60 milliards de FCFA en six mois et pourraient dépasser 135 milliards d'ici à la fin de l'année.

En Côte d'Ivoire, le super sans plomb est passé de 875 à 905 FCFA et le gasoil de 700 à 725 FCFA pour le mois d'août. Au Mali, la pression est encore plus forte, avec un supercarburant vendu à 875 FCFA et un gasoil à 940 FCFA, dans un contexte mar-

Suite à la page 7

« Alertes précoces pour tous »

UNE CONSULTATION NATIONALE A EU LIEU À LOMÉ

Une consultation nationale consacrée à la mise en œuvre au Togo de l'initiative mondiale « Alertes précoces pour tous » (Early Warnings for All – EW4ALL) a débuté s'est tenue la semaine dernière à Lomé. Cette rencontre de deux jours vise à renforcer les mécanismes nationaux d'anticipation, d'alerte et de réponse face aux risques de catastrophes, notamment ceux liés aux phénomènes météorologiques extrêmes.

L'initiative mondiale « Alertes précoces pour tous », portée par les Nations Unies, ambitionne de faire en sorte que toutes les populations de la planète soient protégées par des systèmes d'alerte précoce d'ici à 2027.

Pour le Togo, sa mise en œuvre doit permettre de renforcer le dispositif national existant et de favoriser des actions précoces, adaptées aux différents risques auxquels les populations sont exposées.

Le processus devra notamment s'appuyer sur le Plan d'action exécutif de haut niveau de l'initiative, qui accorde une attention particulière aux populations les plus vulnérables, ainsi que sur sa déclinaison pour l'Afrique.

Dans son mot de bienvenue, la Gouverneure du District autonome du Grand Lomé,

Madame Zouréhatou Kassah-Traoré, a souligné l'importance de cette rencontre pour renforcer la protection des populations face aux risques et aux catastrophes.

Elle a notamment rappelé que le Grand Lomé, en raison de sa forte densité démographique, de la concentration des activités économiques et de la présence d'infrastructures

nomiques et sociales.

Pour la Gouverneure, l'enjeu de l'alerte précoce est donc de faire en sorte que l'information parvienne à temps aux populations exposées, afin de leur permettre d'adopter les comportements appropriés.

« Une alerte ne remplit pleinement sa mission que

capacités d'anticipation du pays.

« Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une politique de réaction. Nous devons construire une véritable politique d'anticipation », a-t-il déclaré, présentant l'initiative « Alertes précoces pour tous » comme une réponse à cet impératif.

Au nom du président du

Plusieurs autres partenaires également y sont impliqués, entre autres, le Bureau du Coordonnateur-résident des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Union internationale des télécommunications (UIT), la Fédération interna-



tures essentielles et stratégiques, demeure particulièrement exposé aux risques liés aux phénomènes hydrométéorologiques extrêmes.

Les fortes pluies enregistrées les 29 et 30 juin derniers, a-t-elle fait remarquer, ont, une nouvelle fois, mis en évidence cette vulnérabilité, ainsi que les conséquences que de tels phénomènes peuvent avoir sur les populations, les infrastructures et les activités éco-

lorsque la personne qui la reçoit la comprend, lui fait confiance et sait comment agir », a-t-elle souligné.

À l'ouverture officielle des travaux, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Calixte Batossie Madjoulba, dans son discours délivré par son représentant, a rappelé que les événements climatiques survenus à la fin du mois de juin constituent un signal supplémentaire de la nécessité de renforcer les

Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, et du gouvernement togolais, il a salué la présence des différents partenaires engagés aux côtés du Togo dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes.

La rencontre est organisée par l'Agence nationale de la protection civile (ANPC), sous tutelle du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, en collaboration avec l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET).

nationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), ainsi que la Croix-Rouge togolaise.

À travers cette consultation nationale, les différents acteurs entendent renforcer la coordination et la coopération autour des systèmes d'alerte précoce, afin de mieux anticiper les risques et de réduire leurs conséquences sur les populations et les infrastructures.

Germain DOUBIDJI

Carburant

LA PRESSION MONTE EN AFRIQUE DE L'OUEST, LE TOGO FACE À UN CHOIX DÉLICAT

Suite de la page 6

qué par les difficultés d'approvisionnement, les contraintes sécuritaires sur certains corridors et le renchérissement des coûts logistiques.

Si l'ampleur des réajustements varie d'un pays à l'autre, leur justification repose sur une même réalité : les États disposent de marges de plus en plus limitées pour absorber indéfiniment les fluctuations du marché pétrolier. La subvention permet certes de protéger temporairement les consommateurs contre les chocs extérieurs, mais lorsqu'elle devient trop

lourde, elle peut peser sur les finances publiques, réduire les capacités d'investissement et accentuer les déséquilibres budgétaires. La question dépasse également les frontières nationales. Dans certains cas, des écarts importants de prix entre pays voisins peuvent favoriser des achats transfrontaliers de carburant, notamment de la part des transporteurs et des opérateurs économiques. Une politique de subvention peut ainsi produire des effets qui dépassent le seul territoire où elle est appliquée. Le réajustement des prix apparaît dès lors moins comme

un simple choix tarifaire que comme une tentative de rééquilibrage d'un modèle devenu financièrement difficile à maintenir. Pour les gouvernements, l'enjeu consiste désormais à trouver le juste milieu entre la protection du pouvoir d'achat et la préservation des ressources publiques.

Le Togo ne peut naturellement pas rester à l'écart de cette évolution régionale. Le pays évolue dans le même environnement économique et énergétique que ses voisins et demeure exposé aux principaux déterminants des prix des produits pétroliers : évolution des cours mondiaux, coût du fret, valeur du dollar, prix d'achat des produits raffinés, transport et stockage. Dans ces conditions, une éventuelle évolution des prix au Togo devrait être replacée dans cette conjoncture régionale plutôt que considérée

comme une décision isolée. La pression exercée par les marchés internationaux sur les économies ouest-africaines montre en effet que la question énergétique devient progressivement un enjeu majeur de politique budgétaire.

La tendance observée pourrait surtout marquer un tournant dans les politiques de soutien aux carburants. Après plusieurs années durant lesquelles les États ont absorbé une partie importante des fluctuations des cours internationaux pour préserver le pouvoir d'achat, la soutenabilité financière de ces mécanismes apparaît désormais au centre des préoccupations.

Le modèle pourrait ainsi évoluer progressivement d'une subvention généralisée vers une protection davantage ciblée des ménages et des sec-

teurs les plus vulnérables. L'objectif ne serait plus nécessairement de maintenir artificiellement les prix à un niveau déterminé, mais de mieux protéger ceux qui supportent le plus fortement les conséquences des hausses, tout en permettant aux prix de refléter davantage les réalités du marché.

Pour le Togo comme pour ses voisins, le débat dépasse donc largement le prix affiché dans les stations-service. Il touche à la capacité des États à maîtriser leurs dépenses, à renforcer leur résilience face aux chocs extérieurs et, à plus long terme, à réduire leur dépendance énergétique. Dans une Afrique de l'Ouest confrontée à des contraintes budgétaires croissantes, le carburant devient ainsi un révélateur des choix économiques auxquels les gouvernements devront désormais faire face.

COMITÉ NATIONAL MISS TOGO

31^e Edition
MISS TOGO

Moov Africa
Sponsor officiel depuis 2007

SUPER REGIONALE

ANÉHO

PLATEAUX - MARITIME
- GRAND LOME

SAM. 29 AOÛT 2026 21H

LIEU : SIR W EVENTS CENTER, ANÉHO

MAISON FG CREATIVE

PRIX D'ENTRÉE

5.000F CFA **10.000F CFA**

RÉSERVATION 15.000F CFA

INFOLINE 99698898 / 99670767

SIVOP
parfums & cosmétiques

NISSAN

Outré

